



Février 2010 - N° 83

Conjoncture économique en Loir-et-Cher

Résultats de l'enquête menée entre le 22 janvier et le 5 février 2010

Analyse réalisée sur la base de 163 réponses exploitables

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher et l'Observatoire, en partenariat avec le Conseil général, ont décidé de reconduire en 2010 l'enquête rapide de conjoncture mise en oeuvre en 2009. Celle-ci a pour objet de pallier l'insuffisance des informations disponibles au niveau local sur l'impact de la crise économique et financière. Environ **1 400 entreprises** de l'industrie, de la construction, des services et du commerce de gros ont été sollicitées entre le 22 janvier et le 5 février 2010. Plus de 180 responsables se sont connectés au site Internet dédié à cette enquête et 163 réponses ont pu être exploitées. Deux relances ont été effectuées à quelques jours d'intervalle, permettant d'atteindre un taux de retour important (**12 %** pour les seules réponses exploitables). Les entreprises correspondantes emploient environ **3 900 salariés**.

Loin de s'éloigner, **la crise semble au contraire accroître son emprise** sur le tissu économique départemental. Les secteurs sont touchés l'un après l'autre. Après les services au deuxième semestre 2009, c'est aujourd'hui **la construction qui voit l'horizon s'assombrir** alors qu'elle avait plutôt bien résisté jusqu'alors : baisse d'activité (qui devrait se poursuivre), report des investissements, recul des effectifs, tout particulièrement les non permanents.

Globalement, la situation n'évolue pas dans le bon sens : selon les responsables qui se sont exprimés, les **chiffres d'affaires se sont réduits** dans la très grande majorité des entreprises, parfois de façon importante comme dans les services. Les **pertes de clientèle** continuent d'affecter un établissement sur deux. Pour l'industrie, cette évolution se vérifie également à l'international. Seul le commerce de gros réussit le plus souvent pour l'instant à conserver, voire accroître, ses parts de marché.

La période d'incertitude dans laquelle sont plongées les entreprises **n'incite pas à investir**. Dans la grande majorité des cas, des décisions de report sont prises, dans tous les secteurs (mais davantage dans la construction comme cela a été souligné). En revanche, là où est mise en place une **politique d'innovation**, celle-ci est **le plus souvent maintenue** ; elle est même **plus fréquemment renforcée que bridée**.

Compte tenu du contexte, il est assez rassurant de constater que les **difficultés financières demeurent** apparemment **contenues** ; la **situation** est toutefois **plus**

préoccupante dans les services et les plus petites unités. 13 entreprises font état de difficultés particulièrement lourdes. Le risque d'une certaine dégradation est par ailleurs présent dans **l'allongement des délais de règlement des clients**, plus fréquemment pointé qu'auparavant. En revanche, les délais de paiement aux fournisseurs auraient rarement subi de modification, aux dires des responsables. C'est également le cas pour les relations avec les banques.

Un moindre volume d'activité entraîne inéluctablement une **réduction des effectifs**. Les **salariés temporaires** (CDD, intérim) **voient leurs rangs se clairsemer** dans les établissements qui y ont recours (moins d'un sur deux). Mais surtout, la **proportion d'entreprises qui se trouvent contraintes de supprimer des postes permanents ne cesse de croître** au fil des enquêtes ; pour celle-ci, elle s'établit à **1 sur 4**. Quelques cas d'augmentation sont cependant à signaler, notamment dans le commerce de gros.

A l'exception des services, les **inquiétudes relatives aux prévisions d'activité** des trois prochains mois ne sont pas plus répandues qu'en octobre dernier ; elles **touchent néanmoins 1 dirigeant sur 2**.

Pourtant, l'élément le plus marquant de cette enquête est sans doute que **le pessimisme prend de l'ampleur**, en particulier dans la construction et les services. Un nombre non négligeable de responsables éprouvent même des **craintes sur la pérennité de leur entreprise**.

Le pessimisme gagne du terrain

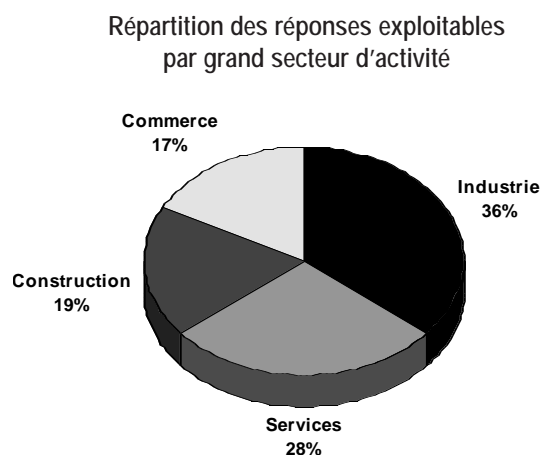
S O M M A I R E

163 réponses exploitables	2	La construction a fait des coupes sombres dans le recours aux salariés non permanents	7
Répartition par activité	2	Les mesures de chômage partiel concernent avant tout l'industrie	8
Répartition par taille	2	Les politiques d'innovation un peu moins impactées qu'en octobre dernier	8
Les évolutions récentes	3	Les prévisions pour les prochains mois	9
L'activité a baissé dans 7 entreprises sur 10	3	Des prévisions d'activité maussades dans les services, un peu meilleures dans l'industrie	9
Des pertes de clientèle pour un établissement sur deux	3	Les entreprises devraient assurer le maintien des effectifs permanents	10
Les services et les plus petites entreprises davantage confrontées à des difficultés financières	4	Un recours encore plus limité à du personnel temporaire	10
Les relations avec les banques très peu impactées	4	Le pessimisme gagne du terrain, en particulier dans la construction et les services	11
Allongement des délais de règlement des clients	5		
L'industrie peine davantage à l'exportation	6		
La construction diffère ses investissements	6		
Réduction des effectifs permanents dans près d'un quart des entreprises	7		

163 réponses exploitables

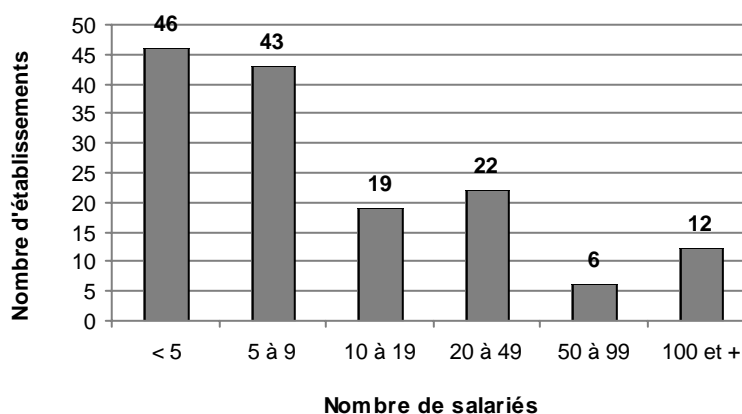
Répartition par activité

Le poids de chacune des activités (par grand secteur) reflète le choix initial qui a été opéré. Une large part a été donnée à l'industrie, secteur où un grand nombre d'emplois est en jeu.



Répartition par taille

Répartition des réponses exploitables selon la taille des établissements



Les évolutions récentes

7 entreprises sur 10 ont vu leur chiffre d'affaires se réduire au cours des derniers mois. Cette proportion est un peu plus élevée que pour les deux enquêtes de 2009. De surcroît, les **difficultés semblent plus prégnantes**, 2 responsables sur 10 faisant état d'un fort recul. C'est le cas en particulier dans les services, mais aussi dans l'industrie, quoique dans une moindre mesure. Le repli apparaît plus modéré dans les deux autres secteurs.

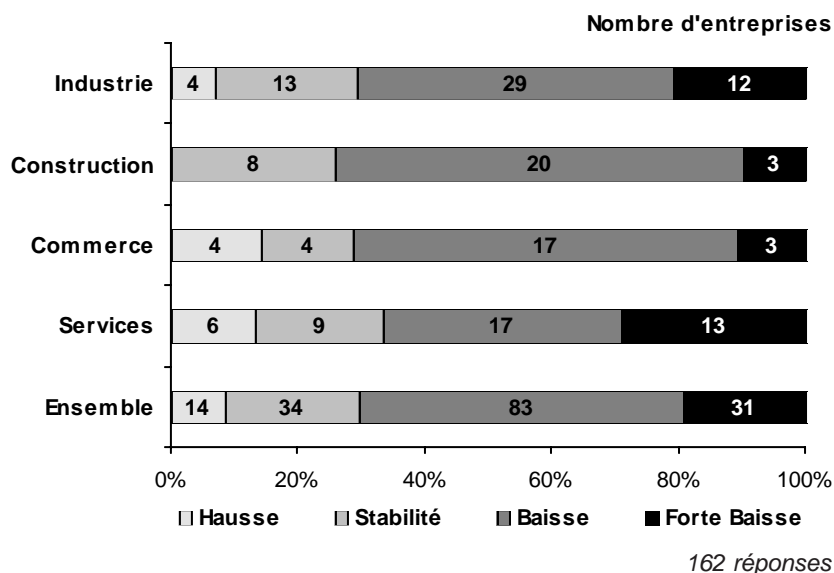
Deux entreprises sur 10 ont stabilisé leur volume d'activité, davantage dans la construction. Pour cette dernière, on remarque cependant qu'aucune des entreprises ayant répondu n'a pu accroître son chiffre d'affaires, ce qui représente une très nette dégradation par rapport à octobre 2009. Globalement, ces **évolutions positives sont toujours très peu nombreuses** (moins d'un établissement sur 10).

La **moitié des établissements** des services, de la construction et de l'industrie **ont perdu des clients**. Seul le **commerce de gros** semble avoir résisté.

Globalement, **un établissement sur 10 a élargi sa clientèle** ; ce résultat est identique à celui observé au cours des enquêtes de 2009.

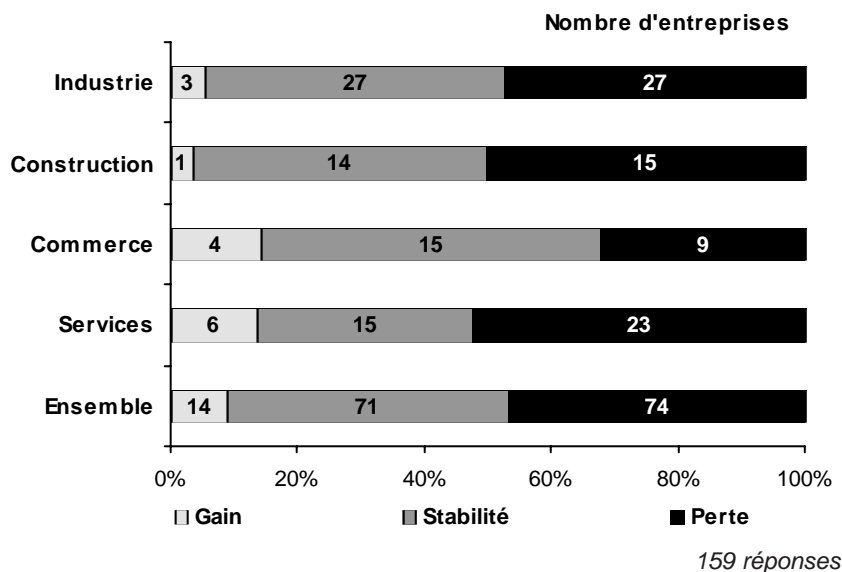
L'activité a baissé dans 7 entreprises sur 10

Evolution des chiffres d'affaires au cours des 3 derniers mois



Des pertes de clientèle pour un établissement sur deux

Clients / marché : évolution récente



Apparemment, la baisse de l'activité n'a pas encore eu de répercussions importantes sur la **santé financière** des entreprises. **Dans 6 cas sur 10, les difficultés sont en effet jugées faibles ou inexistantes.** Dans l'industrie et la construction, c'est même davantage (2 sur 3) ; pour la première, les tendances d'octobre dernier sont donc confirmées.

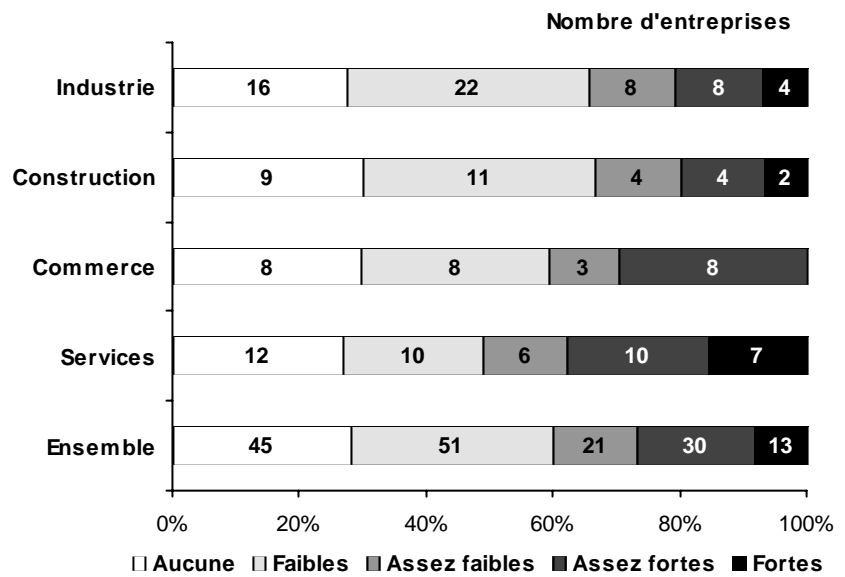
Moins de 3 entreprises sur 10 font état de difficultés sérieuses (un peu moins qu'en octobre). La **situation apparaît plus préoccupante dans les services** (4 sur 10), comme précédemment. On remarque par ailleurs que **les plus petites unités sont les plus touchées**, ainsi que celles de 20 à 49 salariés. Les plus grands établissements paraissent en revanche assez épargnés.

Comme en octobre dernier, les **relations des entreprises avec les banques n'ont pas été particulièrement impactées** par le contexte économique troublé, selon 8 responsables sur 10.

Une **certaine dégradation** est cependant pointée par un peu plus d'**une entreprise sur 10**, davantage dans la construction.

Les services et les plus petites entreprises davantage confrontées à des difficultés financières

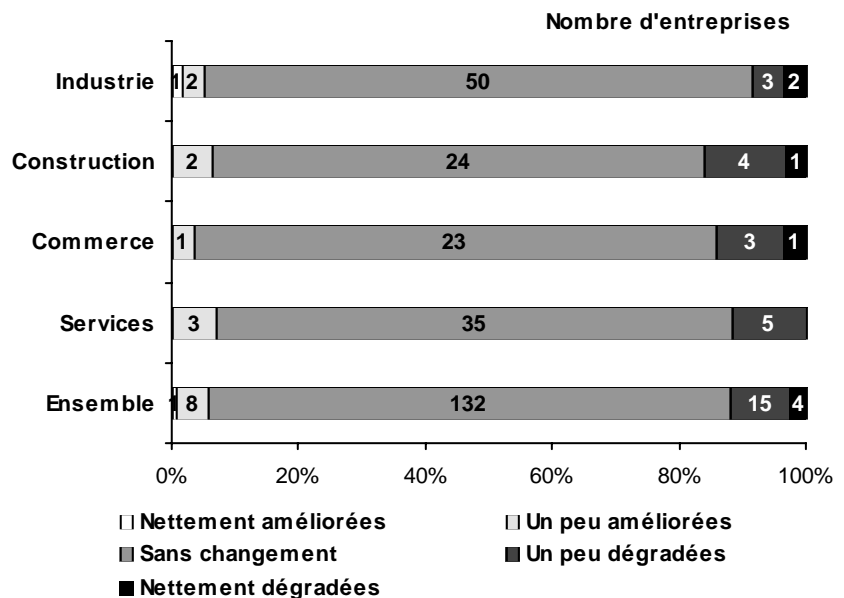
Difficultés financières : existence et intensité



160 réponses

Les relations avec les banques très peu impactées

Evolution récente des relations avec les banques



159 réponses

Allongement des délais de règlement des clients

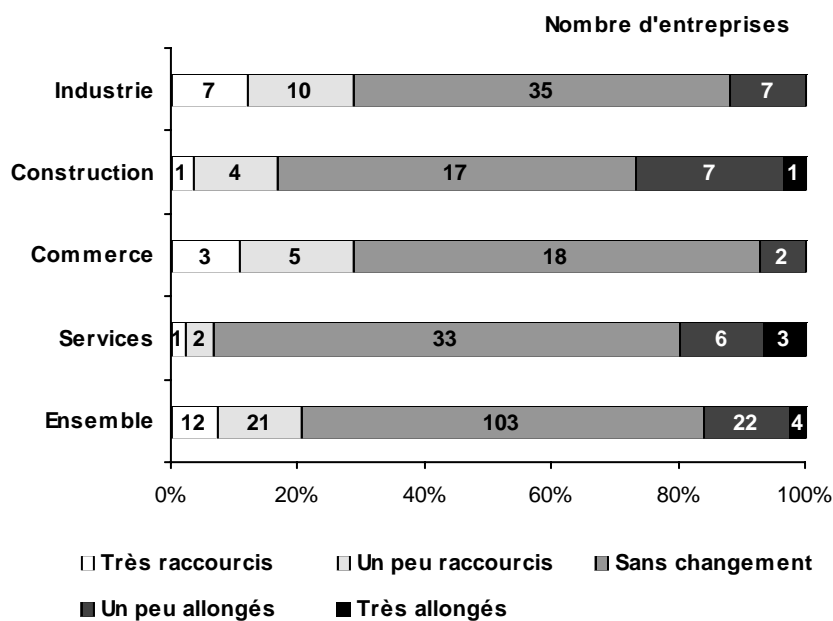
Délais de règlement...

...aux fournisseurs

Près de **2 dirigeants sur 3** n'auraient pas modifié les délais de paiement à leurs fournisseurs.

Dans la **construction**, plus d'un sur 4 les auraient en revanche **allongés**, alors que la moyenne est sensiblement inférieure à 2 sur 10.

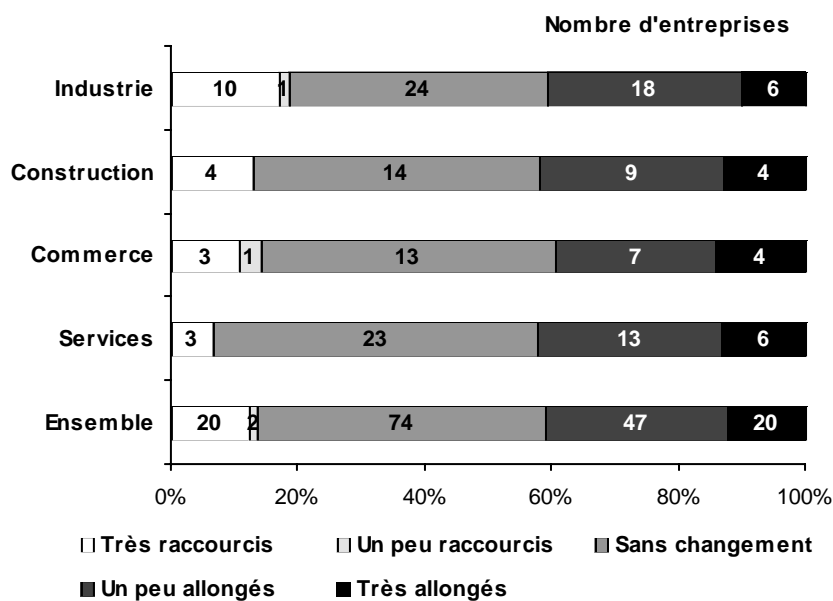
A l'opposé, on constate un **raccourcissement pour 3 établissements sur 10 de l'industrie et du commerce de gros** (2 sur 10 tous secteurs confondus).



...des clients

4 dirigeants sur 10 ont constaté un **allongement du délai de règlement des factures de la part de leurs clients**, quel que soit le secteur.

Les délais sont plus courts dans un peu plus d'un cas sur 10 globalement, mais davantage dans l'industrie.



Elément constant depuis le lancement de cette enquête de conjoncture, moins de 2 entreprises sur 10 parmi celles ayant répondu (soit 31 pour celle-ci) ont une activité à l'exportation. Dans l'industrie, cette proportion s'élève à 1 sur 3. Compte tenu du très faible nombre de réponses dans les autres secteurs, l'analyse ne peut porter que sur cette activité.

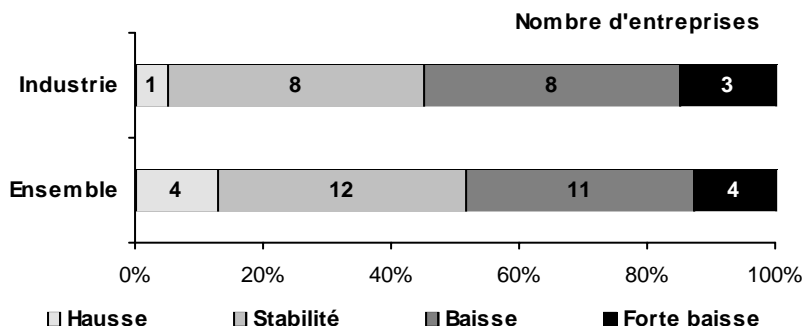
Plus de la moitié des établissements industriels concernés ont enregistré une **baisse**, parfois importante, de leurs **exportations**.

A contrario, 1 établissement sur 10 a réussi à élargir ses parts de marché à l'étranger.

Le contexte économique actuel n'est guère favorable à l'**investissement**. **6 dirigeants sur 10 ont été incités à ajourner leurs décisions** en la matière, un peu plus fréquemment dans le secteur de la **construction** (7 sur 10).

L'industrie peine davantage à l'exportation

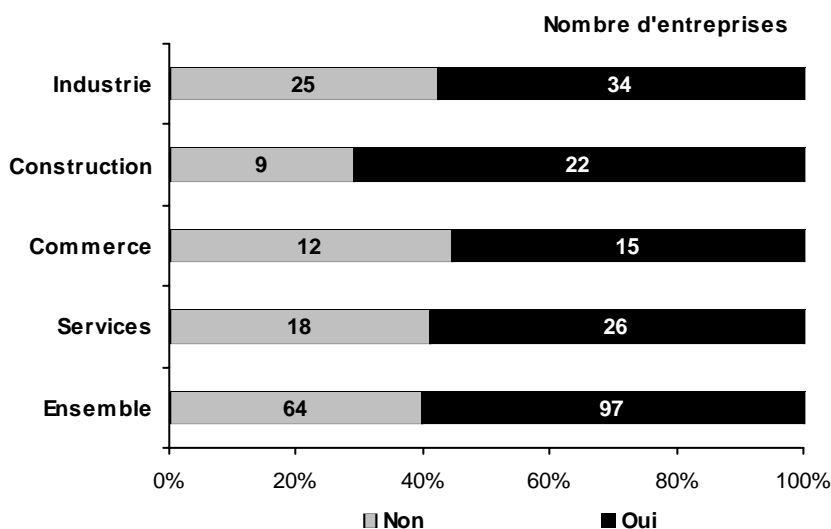
Evolution des exportations au cours des 3 derniers mois



31 entreprises concernées
Compte tenu du faible nombre de réponses dans les autres secteurs d'activité, seuls les résultats de l'industrie sont présentés

La construction diffère ses investissements

Décision de reporter des investissements¹



161 réponses

1. Précisons que la formulation de la question ne permet pas d'isoler les entreprises n'ayant pas au préalable de projets d'investissement et n'ont donc pas de report à effectuer.

Une entreprise sur 4 a dû réduire ses effectifs permanents au cours de ces 3 derniers mois ; cette proportion a tendance à augmenter un peu à chaque enquête. Les **services** paraissent pour l'heure **moins touchés**.

Aucune modification n'a été enregistrée dans **2 établissements sur 3**, davantage dans la construction (plus de 7 sur 10).

En moyenne, **1 entreprise sur 10 a étoffé ses équipes** (aucune dans la construction). Le commerce de gros a été le plus actif en ce domaine (2 sur 10).

Plus de 4 établissements sur 10 ont eu recours à des salariés non permanents (intérim et CDD) au cours de la période récente.

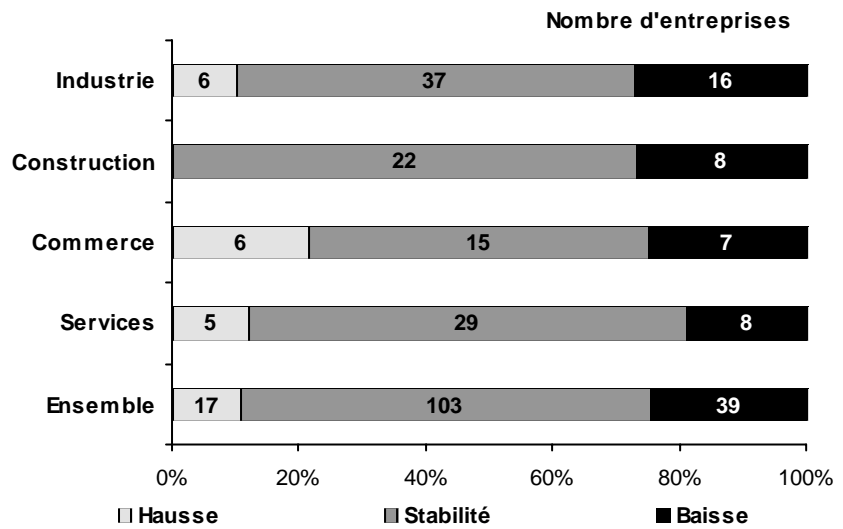
Les **effectifs** concernés sont cependant **en diminution dans plus de 4 cas sur 10** dans l'ensemble, mais bien davantage dans la construction (7 sur 10).

Un **recours plus intense** a été constaté dans **2 entreprises sur 10** en moyenne ; les **services** ont été particulièrement actifs (1 sur 2).

Comme précédemment, la **stabilité** l'emporte dans le **commerce de gros**.

Réduction des effectifs permanents dans près d'un quart des entreprises

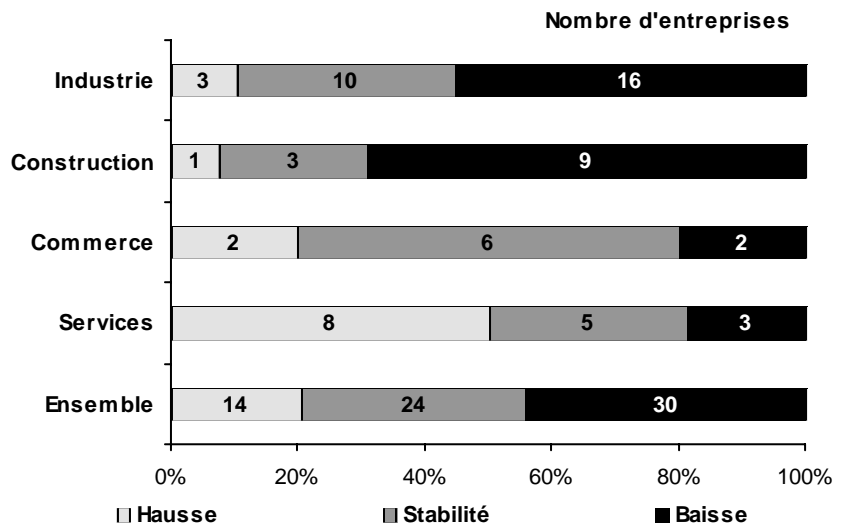
Evolution récente des effectifs permanents



159 réponses

La construction a fait des coupes sombres dans le recours aux salariés non permanents

Evolution récente des effectifs non permanents

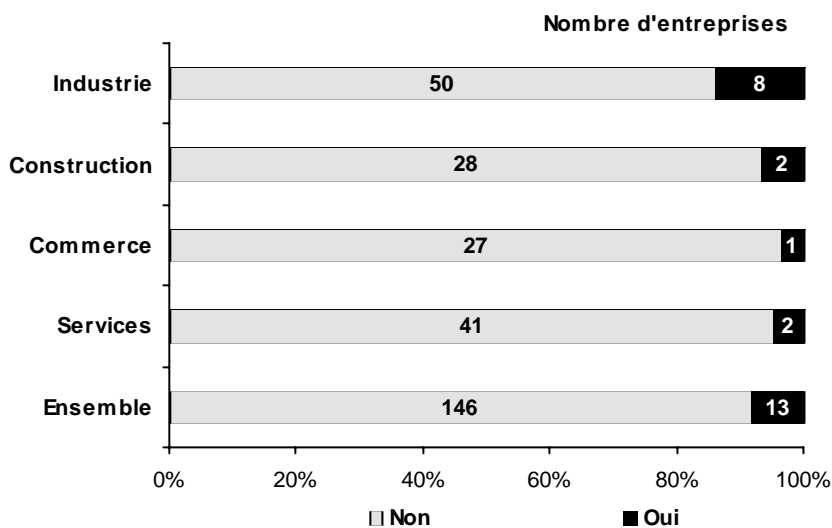


68 entreprises concernées

13 entreprises parmi celles ayant répondu à l'enquête ont **recouru au chômage partiel**, soit moins d'une sur 10 (une sur 20 en octobre 2009). La **grande majorité** d'entre elles sont du **secteur industriel**. Les unités de 5 à 9 salariés sont les plus représentées.

Les mesures de chômage partiel concernent avant tout l'industrie

Recours au chômage partiel

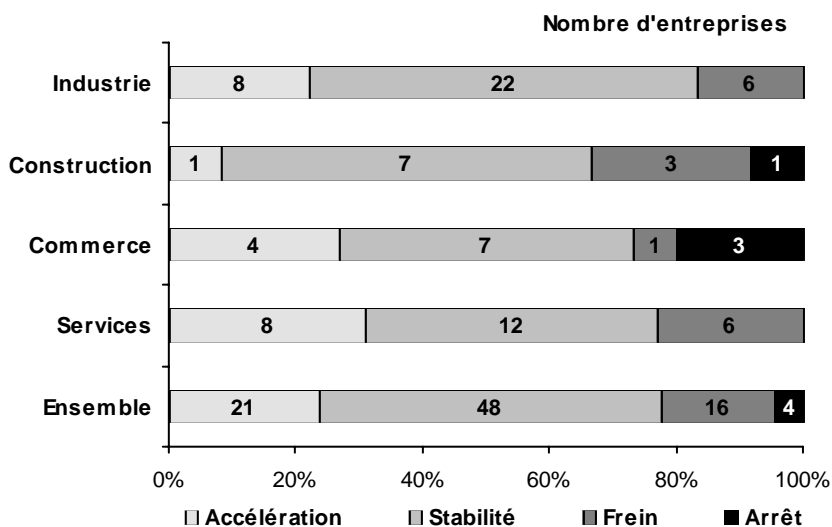


159 réponses

89 entreprises de l'échantillon recueilli en février ont une **politique active d'innovation ou de recherche et développement**. Parmi celles-ci, **1 sur 5** a pris des décisions de **ralentissement, voire d'arrêt de ces activités**. L'impact de la crise en ce domaine semble toutefois un peu moins marqué qu'en octobre 2009 (1 sur 4).

Les politiques d'innovation un peu moins impactées qu'en octobre dernier

Impact sur les activités de R&D, innovation, développement de nouveaux produits ou services



89 entreprises concernées

Les prévisions pour les prochains mois

Des prévisions d'activité maussades dans les services, un peu meilleures dans l'industrie

Les **carnets de commande à 3 mois** sont jugés **inquiétants** par **près de la moitié des dirigeants** tous secteurs confondus (résultat identique à celui d'octobre dernier). Les responsables des **services** sont **davantage préoccupés** (près de 6 sur 10), tandis que les industriels le semblent moins qu'en octobre. Le volume d'activités en portefeuille ne pose pas de souci pour 6 responsables de la construction sur 10 (mais 9 sur 10 précédemment).

A plus longue échéance, **l'horizon est toujours très incertain** . Toutefois, là encore, une timide amélioration transparaît. **2 dirigeants sur 3** (parmi ceux qui se sont prononcés) sont **inquiets** au sujet de leur **carnet de commandes à 6 mois** . A noter que 2 sur 10 n'ont pas émis d'opinion.

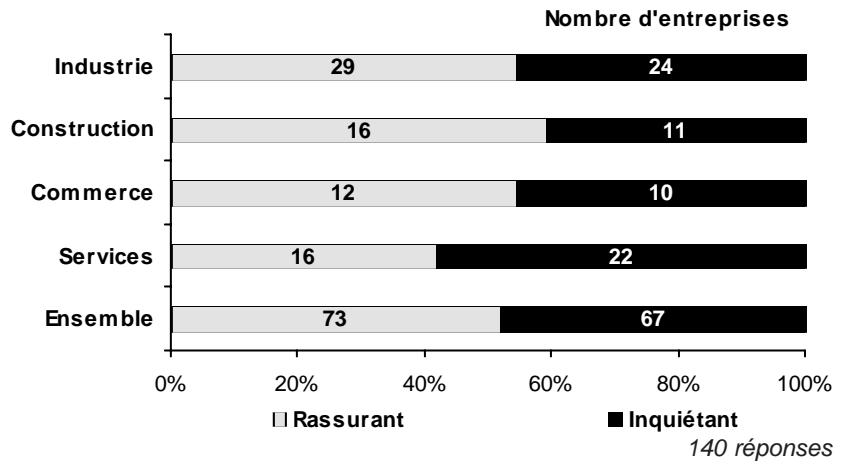
La **reprise n'est pas encore** là si l'on en juge par le témoignage des chefs d'entreprise. **Plus de 4 sur 10** anticipent une **réduction de leur activité** au cours des prochains mois. La construction devrait être la plus touchée (1 sur 2).

A peine plus d'un sur 10 s'attend à une **augmentation** , davantage dans les services (1 sur 5).

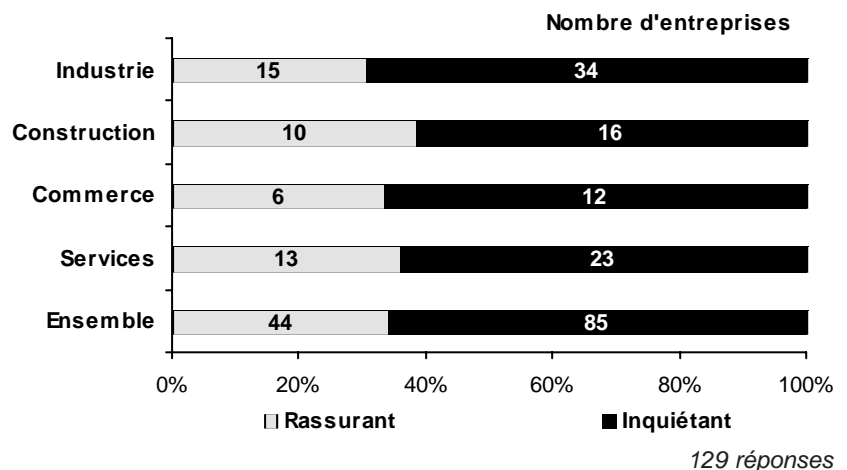
La **moitié** des responsables **industriels** tablent sur une **stabilité** de leur volume d'affaires ; c'est d'ailleurs le secteur où les prévisions apparaissent les moins défavorables.

Prévisions du carnet de commande...

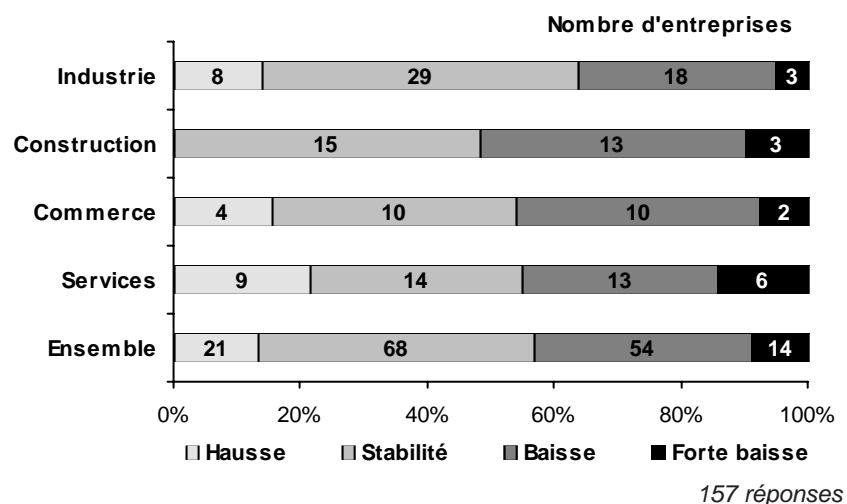
...à 3 mois



...à 6 mois



Prévisions d'évolution de l'activité



La **stabilisation des effectifs permanents** à leur niveau actuel devrait être encore très largement à l'ordre du jour (**8 entreprises sur 10**, un peu moins dans les services) au cours des prochains mois.

Un peu plus d'un **responsable sur 10 anticipe une réduction**, proportion moindre qu'en octobre.

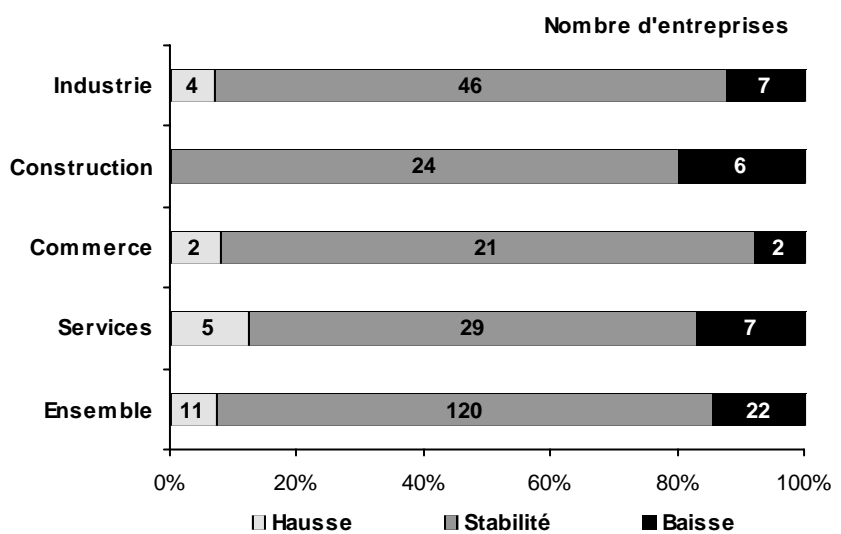
Les **possibilités d'augmentation sont très minces** ; elles sont toutefois plus fréquentes dans les services (1 établissement sur 10).

Dans les établissements employant du **personnel temporaire**, le **recours devrait a priori décroître pour 4 dirigeants sur 10**, davantage encore dans l'industrie et surtout la **construction** (plus d'un sur 2).

Rares sont les responsables entrevoyant des embauches (1 sur 10 en moyenne), à l'exception des services (1 sur 4).

Les entreprises devraient assurer le maintien des effectifs permanents

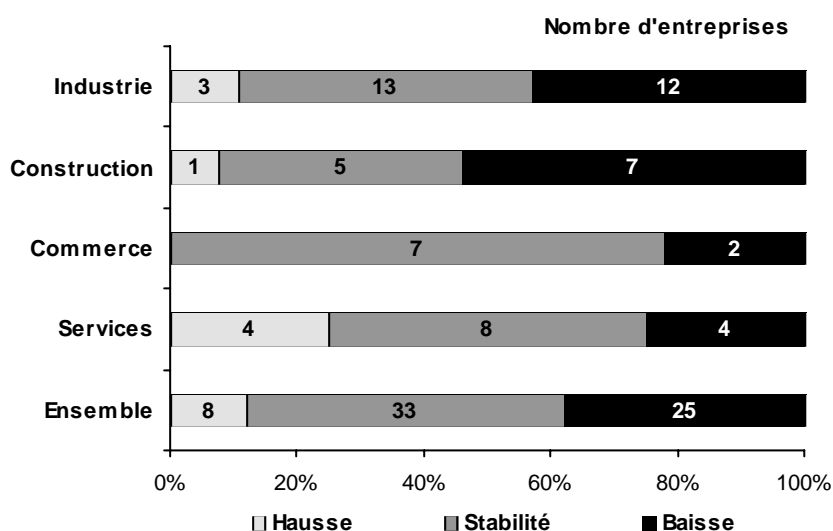
Prévisions des effectifs permanents



153 réponses

Un recours encore plus limité à du personnel temporaire

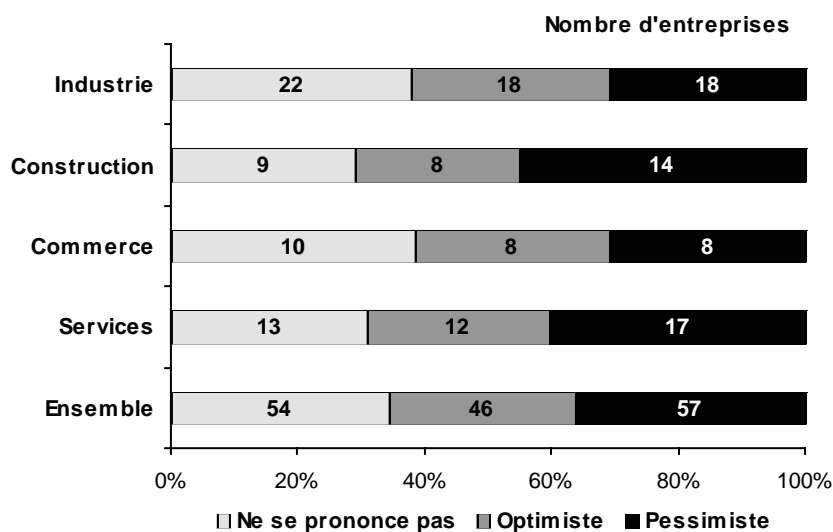
Prévisions des effectifs non permanents



66 entreprises concernées

Le pessimisme gagne du terrain, en particulier dans la construction et les services

Sentiment général des dirigeants



157 réponses

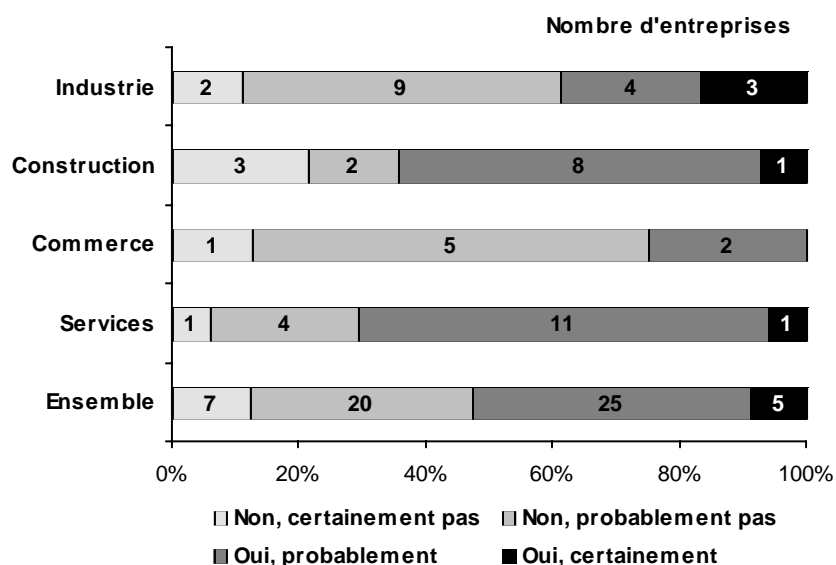
Les responsables semblent avoir une idée plus précise de l'évolution générale de l'économie dans l'avenir proche ; la proportion des indécis est en effet un peu moins élevée qu'en octobre. Malheureusement, le transfert des opinions s'est effectué en direction des **pessimistes, plus nombreux** aujourd'hui que les **optimistes**. C'est particulièrement le cas dans la construction et les services.

Une nouvelle fois, la relation entre la **taille** et le sentiment s'est inversée par rapport à l'enquête précédente. Les **dirigeants des grandes unités semblent assez confiants** (8 sur 10 parmi ceux qui se sont prononcés), tandis que les plus pessimistes se trouvent dans les entreprises de moins de 5 salariés et celles de 10 à 19 (7 sur 10).

Une trentaine de responsables éprouvent des craintes pour la **pérennité de leur entreprise**, soit plus de la moitié des pessimistes. Pour 5 d'entre eux, la menace est particulièrement vive.

Dans les deux secteurs cités plus haut (construction et services), cette inquiétude est encore plus largement partagée.

Menaces sur la pérennité de l'entreprise



57 entreprises concernées

Directeur de la publication : Alain QUILLOUT - Edition électronique

Dépôt légal à parution - ISSN 1625-4627

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher - 1 avenue de la Butte - 41000 BLOIS
Tél : 02.54.42.39.72 • Fax : 02.54.42.42.02 - www.observatoire41.com - E-mail : infos@observatoire41.com